



energie citoyenne *pour Saint-Junien*

Rassemblement autour d'un projet écologique, social et démocratique

- [Accueil – Actualités](#)
 - [Actualités](#)
 - [Vie du groupe](#)
 - [Calendrier](#)
- [Vie des Conseils](#)
 - [Comptes-rendus](#)
 - [Commissions municipales](#)
 - [Communauté de Communes POL](#)
 - [Commissions municipales 2020-2026](#)
 - [Commissions POL 2020-2026](#)
- [Élections municipales 2026](#)
 - [Notre programme](#)
 - [Nos candidats](#)
 - [Nos réunions publiques](#)
 - [Nos tracts et affiches](#)
 - [Nos vidéos](#)
- [Projets et Références](#)
- [Réflexions](#)
- [Le Jugement Majoritaire](#)
- [Contactez-nous !](#)
- [Recherche](#)
- [Connexion](#)

[Manger local et de saison : pourquoi et comment ?](#)

écrit par Anne-Sophie Chazelle | 4 juillet 2022



Privilégier une alimentation provenant de notre environnement proche (de notre commune, département ou région), on en parle de plus en plus. Mais quel en est l'intérêt ?

Pour le consommateur :

– Plus les fruits et légumes sont frais, récoltés depuis peu, meilleures seront leurs qualités nutritives et gustatives : des aliments venant de loin, passant des jours entiers dans des conteneurs ou des camions perdent ainsi l'essentiel de leurs qualités ;

– Savoir ce que l'on mange : en achetant directement au producteur, on peut connaître les conditions d'élevage (prenant en compte le bien-être animal par exemple) ou de maraîchage, et la question de la traçabilité n'est de fait plus un problème. Par la même occasion, on crée du lien social en rencontrant des producteurs vivant à côté de chez nous ;

– Ce peut être l'occasion de découvrir des variétés anciennes remises au goût du jour, ou des spécialités de la région où l'on se trouve.

Pour l'économie locale :

– En achetant « local », on soutient le développement de l'emploi sur notre lieu de vie, on valorise les métiers et les savoir-faire agricoles tout en renforçant notre souveraineté alimentaire, et on réduit en partie notre exposition à l'instabilité des prix (voir l'exemple emblématique du pain de la Ferme des Sailles, au Vigen : [lien ici](#)) ;

- La consommation de produits locaux permet de préserver et garantir la richesse de nos terroirs, issue de notre histoire ;
- Le gaspillage alimentaire est évité : fruits et légumes hors calibres ou dits « moches » – qualifiés ainsi parce qu'ils ne correspondent pas à l'image stéréotypée que le consumérisme nous inculque – sont valorisés à juste titre alors qu'ils sont tout simplement inconcevables pour la grande distribution.

Pour la protection de l'environnement :

- Avec peu de transports grâce aux circuits courts ou de proximité, mais aussi en mangeant « de saison » (par exemple pour ne pas chauffer des serres en plein hiver !), la dépense énergétique est moindre et le bilan carbone amélioré : la pollution est donc réduite ;
- Le suremballage nécessaire au transport long est évité ;
- Si, en plus, on consomme des aliments issus d'une agriculture biologique (labellisée ou non), alors on participe à la protection et à la préservation de nos écosystèmes.

Comment faire ?

- Faire ses courses au marché : il existe plusieurs marchés réguliers dans notre communauté de commune, permettant d'y rencontrer de nombreux producteurs. Les commerçants non producteurs indiquent quant à eux assez souvent l'origine des produits vendus et il est possible de le leur demander ☐
- Les commerces de proximité (épiceries, boucheries, poissonneries...) limitent également le nombre d'intermédiaires et sont à même de nous informer ;
- Acheter directement à la ferme ou chez les producteurs de notre communauté de communes : voir le guide des producteurs ([lien ici](#)), disponible sur le site de la mairie de Javerdat... mais introuvable sur les pages internet de la POL et des autres communes ;

La chambre d'agriculture publie également la brochure [« Mangez vivez fermier – Haute-Vienne- édition 2022 » disponible à l'office du tourisme ou en ligne \(version 2021\)](#)

- Recourir aux points de vente collectifs ou aux ventes de paniers. Quelques adresses :

à www.tourisme-hautevienne.com/decouvrir/gastronomie

à www.fraisetlocal.fr

à www.pensezlocal16.fr

– Enfin, les supermarchés ont généralement des espaces dédiés au local et proposent parfois des produits faisant l'objet de partenariats avec des producteurs locaux.

Manger local, ça n'a que du bon. Régalez-vous !



Rassemblement autour d'un projet écologique, social et démocratique

- [Accueil – Actualités](#)
 - [Actualités](#)
 - [Vie du groupe](#)
 - [Calendrier](#)
- [Vie des Conseils](#)
 - [Comptes-rendus](#)
 - [Commissions municipales](#)
 - [Communauté de Communes POL](#)
 - [Commissions municipales 2020-2026](#)
 - [Commissions POL 2020-2026](#)
- [Élections municipales 2026](#)
 - [Notre programme](#)
 - [Nos candidats](#)
 - [Nos réunions publiques](#)
 - [Nos tracts et affiches](#)
 - [Nos vidéos](#)
- [Projets et Références](#)
- [Réflexions](#)
- [Le Jugement Majoritaire](#)
- [Contactez-nous !](#)
- [Recherche](#)
- [Connexion](#)

Au cimetière de Saint-Junien, on enterre aussi le béton !

écrit par Frank Bernard | 4 juillet 2022



La municipalité a récemment fait regoudronner les allées du cimetière, une opération que nous avons critiquée (voir notre tribune dans [Le P'tit Bonjour n°218 – mai 2022](#)) car elle va à l'encontre des préoccupations environnementales qui nous menacent : pour lutter contre le réchauffement climatique et ses effets, il faut désormais préserver au maximum les sols en arrêtant de les imperméabiliser par du béton ou du goudron.

Encore pouvait-on croire que les étroites bandes de terre ménagées le long des allées bitumées ne seraient pas tout à fait inutiles. Les forts orages qui ont frappé Saint-Junien le 22 juin ont montré le contraire ! Le ruissellement des eaux a en effet emporté sur des dizaines de mètres le mélange terre-pierres, révélant qu'il avait été simplement posé sur l'ancien caniveau en ciment. On nous a fait croire qu'il s'agissait d'espaces favorables à l'infiltration des eaux alors qu'il s'agissait d'un simple camouflage du béton. Pas très honnête et logiquement sanctionné par la nature elle-même qui a dévoilé la supercherie. L'ancien caniveau a joué le rôle de glissière pour le déblaiement de la terre. Tout est à refaire... et tout a été refait à l'identique... En

attendant le prochain orage !

Certains diront qu'on est en présence d'orages exceptionnels... Mais avec l'évolution rapide du climat, ces événements extrêmes vont devenir plus fréquents car c'est justement l'action humaine (pollution, artificialisation...) qui en est à l'origine. Les conséquences se font sentir à Saint-Junien comme ailleurs ; lors des orages de juin, outre le cimetière, plusieurs rues de la partie est de la ville ont été victimes du débordement des canalisations. Celles-ci, malgré leur taille, ont été insuffisantes pour évacuer les eaux de ruissellement dévalant du nord de l'agglomération, c'est à dire de cet espace autrefois rural qui depuis vingt ans a été colonisé par les zones commerciales et industrielles, les lotissements, la voirie et les parkings qui vont avec. Une urbanisation mal contrôlée dont on paye déjà les excès.

Certes les discours ont changé ici aussi et on nous parle « d'intégrer les impératifs de développement durable » (magazine de la POL, [Avec Vous n°15 – avril 2022](#)). Il est temps de passer aux actes.



Rassemblement autour d'un projet écologique, social et démocratique

- [Accueil – Actualités](#)
 - [Actualités](#)
 - [Vie du groupe](#)
 - [Calendrier](#)
- [Vie des Conseils](#)
 - [Comptes-rendus](#)
 - [Commissions municipales](#)
 - [Communauté de Communes POL](#)
 - [Commissions municipales 2020-2026](#)
 - [Commissions POL 2020-2026](#)
- [Élections municipales 2026](#)
 - [Notre programme](#)
 - [Nos candidats](#)
 - [Nos réunions publiques](#)

- [Nos tracts et affiches](#)
- [Nos vidéos](#)
- [Projets et Références](#)
- [Réflexions](#)
- [Le Jugement Majoritaire](#)
- [Contactez-nous !](#)
- [Recherche](#)
- [Connexion](#)

Réunion du Conseil Municipal du 22 juin 2022

écrit par Piel Jean-Sébastien (Jayce) | 4 juillet 2022



Dernier conseil avant l'été, peu de délibérations à voter, mais de longues discussions...

Le mercredi 22 juin 2022 s'est tenue une réunion du Conseil Municipal. Voici un résumé de ce qui a été dit et décidé.

Michèle Brenac était absente, représentée par Julia Sebbah.

Lucien Coindeau était absent, représenté par Laure Mura.

Noël Laurencier était absent, représenté par Pierre Allard.

Bruno Malagnoux était absent, représenté par Didier Roy.

Frédéric Dauvergne et Esther Rasoa-Fenosoa n'ont pu être présents.

- [Pour le consommateur :](#)
 - [Pour l'économie locale :](#)
 - [Pour la protection de l'environnement :](#)
 - [Comment faire ?](#)
-

Début de la séance à 18h30.

Le PV de la séance du 30 mai est en ligne sur le [site de la Mairie](#) .

N'oubliez pas de lire notre propre compte rendu pour avoir plus de détails ([Réunion du Conseil Municipal du 30 mai 2022](#)).

Ayant envoyé nos remarques et corrections en amont, les PVs sont adoptés à l'unanimité.

Association Limousine Emplois Activités Services (ALEAS) – Travaux de bâtiments, d'entretien et d'aménagement des espaces verts et publics

Il est proposé de prolonger la convention avec l'ALEAS pour un chantier d'insertion sur les sites de la communes, avec une participation de 16000 euros tel que décrits dans la délibération :

[CM-20220622-1](#)

Voté à l'unanimité.

Contrats d'apprentissage

Il est proposé de valider le recours aux contrats d'apprentissage pour deux emplois :

- au service espaces verts à compter du 1er septembre 2022, pour une durée de deux ans afin de préparer un Brevet Professionnel

Aménagements Paysagers.

- au service petite enfance à compter du 1er septembre 2022, pour une durée d'un an afin de préparer un diplôme d'auxiliaire de puériculture.

Ces deux emplois non permanents seront indiqués au tableau des emplois.

Voté à l'unanimité.

Création d'un groupement de commandes – Achats carburants routiers par badges ou cartes accréditatives, de GNR, de FOD et de lubrifiants – Approbation de la convention

Il est proposé de valider la création d'un groupement de commande avec la CCPOL.

[CM-20220622-2](#)

Voté à l'unanimité.

Création d'un groupement de commandes – Logiciel d'assistance à la rédaction des marchés publics

Il est proposé de valider la création d'un groupement de commande avec la CCPOL.

[CM-20220622-3](#)

Voté à l'unanimité.

Création d'un groupement de commandes – Achats de fournitures de signalisation routière – Approbation de la convention

Il est proposé de valider la création d'un groupement de commande avec la CCPOL.

[CM-20220622-4](#)

Voté à l'unanimité.

Attribution d'une subvention – Collège Louise Michel

Il est exposé que l'association sportive du collège Louise Michel a sollicité la commune pour une subvention à caractère exceptionnel pour les aider à participer au championnat de France UNSS d'athlétisme qui se sont déroulés à Dreux du 7 au 10 juin.

Il est proposé de valider une subvention de 500 euros.

Voté à l'unanimité.

Tableau des emplois au 1er septembre 2022

Suite à la réussite à concours d'un agent et les besoins du service sport manifestations, il est proposé au conseil Municipal de créer 1 poste d'ETAPS à temps complet.

[CM-20220622-5](#)

Voté à l'unanimité.

Modification des tarifs des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) périscolaires et extrascolaires (Châtelard), applicable à compter du 1er septembre 2022

La CAF de la Haute-Vienne finance de façon importante les structures périscolaires et extrascolaires déclarées auprès de la SDJES. Dans le contrat qui nous lie avec ce financeur, il demande aujourd'hui que le système de tarification modulée déjà mis en place pour l'accueil de loisirs extrascolaire du Châtelard s'applique également aux accueils périscolaires au plus tard au 1er septembre 2022.

Afin de demeurer cohérent et pour correspondre aux types de familles qui fréquentent les accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires, les élus ont décidé de créer 4 tranches tarifaires. Il est également proposé d'appliquer un malus, à partir du 3ème retard non excusé lors des accueils périscolaires, qui représentera un rappel de la règle afin de ne pas rallonger la journée des enfants et celles des personnels d'encadrement.

Ci-joint les détails :

[CM-20220622-6](#)

Yoann Balestrat prend la parole pour rappeler qu'il n'est effectivement pas facile de faire des découpages par tranche et il demande à ce qu'on fasse un bilan de ces tarifs puisqu'ils ont été fait en fonctions d'estimations et qu'il faudra voir le réel reste à charge pour les familles puisque pour certaines, avec le changement des bornes des tranches, elles pourraient subir un effet de seuil et passer à la tranche supérieure. Comme cela pourrait être compensé en partie par la CAF, il faudra évaluer cela en détail.

Nadège Coucaud reprend la parole pour préciser que les estimations n'ont pu être faites sur le périscolaire puisqu'on ne demandait pas les avis d'imposition jusqu'ici, mais uniquement sur les familles allant à l'ALSH qui ont fourni leur avis. (128 familles ont donné leur avis, 132 ne l'ont pas fourni et sont donc facturées au tarif le plus élevé.) De plus, les maternelles payaient 3,36 € par jour (si présent matin et soir) alors que les élémentaires payaient 1,68 €. Les nouveaux tarifs ne différencient plus les maternelles des élémentaires et vont donc, là

aussi rééquilibrer la charge des familles. Elle confirme l'idée de faire un bilan l'année prochaine pour affiner.

Voté à l'unanimité.

Remerciements

Remerciements envoyés à la Mairie :

- **À vos touches** remercie la municipalité pour le prêt d'une salle.
- **ASSJ Gymnastique volontaire** remercie la municipalité pour une subvention.
- **Alliance Halieutique de Saint-Junien** remercie la municipalité pour une subvention.

Décisions du Maire

Vous trouverez ci-dessous l'ensemble des décisions prises par le Maire sans avis du Conseil Municipal (conformément aux délégations votées).

[Décisions-20220622](#)

Je prends alors la parole pour demander des précisions sur quelques Décisions. En effet, les décisions 37, 38, 40 et 41 représentent les cachets pour les 4 groupes que la Mairie a décidé d'engager pour la fête de la musique. Mais pour l'un de ces groupes, « Les Compères », en plus de la décision 41, une deuxième décision, la 47 ajoute en plus un contrat d'engagement avec un salaire pour Laure Mura, qui représente le groupe. Je demande pourquoi il y a ce traitement différent pour ce seul groupe.

Pierre Allard et Laure Mura répondent que cela est dû au statut de Laure Mura par rapport aux autres musiciens et que le paiement ne peut pas se faire par les mêmes biais (GUSO ou pas). *(Note du rédacteur : même si le montant est faible, il est dommage que le paiement par la commune d'une prestation à un membre du Conseil Municipal n'ait pas été soumis au vote du conseil, par souci de transparence.)*

Questions Diverses

Anne-Sophie Chazelle prend ensuite la parole :

Sur notre commune, la Mégisserie réalise de nombreux partenariats, permettant par exemple l'existence de la section théâtre du Lycée Paul Éluard (en 1ère et Terminale), des ateliers cuisine avec les bénéficiaires de l'épicerie solidaire, des ateliers avec l'IME, la maison de retraite, l'EPHAD, les maisons de quartiers.

Elle est également un soutien de l'Étoile-Bleue, de Champs-Libre, de la Muse, du labyrinthe de la voix, des Saxophonies...

Et elle reçoit pour plusieurs spectacles, des collégiens, des écoliers et des Lycéens de Saint-Junien.

Ces partenariats sont rendus possibles grâce à plus de 300 000 euros de subvention de l'État, de la région et du département. Ces subventions étant liées au statut de scène conventionnée de la Mégisserie.

Ce statut est aujourd'hui menacé.

Mes questions sont donc :

- la commune de Saint-Junien est-elle en mesure de faire perdurer tous ces partenariats si la Mégisserie perd ce statut?*
- pourquoi a-t-on refusé à la Mégisserie de présenter son travail au Conseil Municipal, comme cela a été fait dans d'autres communes?*
- et enfin, si la Mégisserie devenait scène nationale, ce que l'État, le département et la région pensent possibles, cela ne contribuerait-il pas au rayonnement de la ville de Saint-Junien ?*

Pierre Allard répond que le fait que la Mégisserie devienne scène nationale, ce qu'en pensent l'État, la région et le département n'est pas important, ce qui est important c'est ce qu'en pense la Communauté de Communes puisque les fondateurs de la Mégisserie a été créée par la communauté de communes et la région, et pas l'État qui n'était pas signataire de la convention pour l'EPCC.

Il dit qu'il entend bien l'intervention, qui tombe « bizarrement » au moment du renouvellement du directeur. Mais pour lui, le principal financeur de la Mégisserie est la CCPOL avec 600 000 euros. S'il y a des partenariats, c'est parce qu'ils ont été au préalable noués par la Mégisserie dans le cadre des subventions attribuées par la communauté de communes. Il précise ensuite que si les subventions du département ont augmenté, ce n'est pas parce qu'il y a une scène conventionnée, mais parce qu'il y a eu financement de spectacles « hors les murs » (à l'extérieur de la Mégisserie, comme les Brigades d'Intervention Poétique par exemple).

Il indique que la CCPOL est pour le maintien de la scène conventionnée et qu'elle soutient l'établissement puisqu'elle a maintenu l'ensemble

des subventions. Il précise que la scène conventionnée est d'ailleurs liée au directeur (Olivier Couqueberg) et à son projet (les Imaginaires), et non à la structure. Une scène nationale, elle, serait liée par contre à la structure, indépendamment du directeur. *(Note du rédacteur : vous pouvez consulter la [page du site de la Mégisserie](#) qui explique ce qu'est une scène conventionnée.)*

Il rappelle ensuite la constitution du CA de la Mégisserie : le président du CA est un élu de la CCPOL (Thierry Granet depuis 2 ans), 2 élus municipaux de Saint-Junien et un élu municipal de chacune des autres communes de la CCPOL (qui ne sont pas forcément eux-même élus à la CC), et des représentants d'associations. Il rappelle que chaque élu du CA est libre de son vote et ne suit pas d'éventuelles consignes de la CCPOL, et c'est eux seuls qui votent, pas la communauté de communes.

M. Allard précise ensuite qu'il a reçu le directeur de l'EPCC et qu'il lui a conseillé de réunir les élus du CA lors d'une réunion informelle pour échanger et essayer de dissiper les incompréhensions ou répondre aux interrogations. Il ne pense pas que le problème vienne des élus de Saint-Junien mais plutôt d'élus d'autres communes.

Il rappelle aussi que les directeurs de centres culturels ont des mandats de 3 ans renouvelables 2 fois maximum et qu'on parle ici d'un 3e renouvellement et que c'est donc normal que cela puisse engendrer des tensions. *(Note du rédacteur : en fait, la limitation du nombre de renouvellements compte à partir de la nomination ou du renouvellement qui a suivi le changement de loi en 2015, et le directeur de la Mégisserie peut donc bien être renouvelé une fois de plus.)*

Enfin, il précise que si la Mégisserie n'était plus une scène conventionnée, ce ne serait pas à la ville de Saint-Junien de compenser (ou non) la perte éventuelle de subventions, mais à la Communauté de Communes.

Anne-Sophie rebondit sur le fait que c'est aux élus du CA de juger ce qui est fait à la Mégisserie et de valider ou non le projet du directeur. Elle s'interroge sur leur capacité à juger quand certains, comme l'actuel président du CA Thierry Granet, n'ont vu aucun spectacle à la Mégisserie.

Le Maire répond qu'il n'est pas là pour juger le travail des élus et que chacun le fait comme il pense devoir le faire, et qu'ils sont là aussi pour faire remonter le ressenti de la population.

Thierry Granet prend ensuite la parole pour indiquer qu'une réunion est prévue avec les élus du CA le 30 juin, avant le prochain CA du 4 juillet. Il rappelle que le choix a été fait de créer un EPCC pour que justement ce ne soit pas les élus qui décident de la programmation, mais bien le directeur, avec une feuille de route. Il a demandé en CA à ce que chaque élu des communes et associations organisent des discussions au sein de leurs instances respectives pour débattre des orientations

qu'ils veulent pour la Mégisserie.

Le Maire a rappelé au directeur et au président du CA qu'il fallait mettre à jour les statuts. Ils font par exemple toujours référence à la communauté de communes Vienne-Glane. Thierry Granet dit qu'il demande depuis 2 ans la modification des statuts et qu'il y a des points de divergence (que les associations représentées au CA soient basées sur le territoire de la CCPOL, que le directeur du conservatoire soit membre de droit du CA de la Mégisserie, etc.) mais qu'il n'a pas fait de forcing pour imposer ces changements. Un groupe de travail va être monté pour que les nouveaux statuts soient présentés avant la fin de l'année. Il précise qu'il a été demandé de passer par un bureau d'études mais qu'il n'en voit pas l'intérêt. *(Note du rédacteur : sauf erreur de ma part, le changement des statuts est du ressort du Conseil d'Administration et de son président, pas du directeur. Pour ce qui est du bureau d'étude, le CA a voté le principe de demander à un tel expert.)*

Thierry Granet donne également l'information que le directeur du cinéma (Duarte Caetano) s'en va avant la fin de l'été et que son remplacement est en cours. La directrice adjointe de la Mégisserie, Mariella Grillo a également signalé qu'elle partait pour prendre le poste de secrétaire générale du théâtre de l'Union à Limoges au 1er octobre, il faudra donc également la remplacer. Ceci n'aide pas à une ambiance sereine.

Pour recentrer le débat sur la commune, Yoann demande donc quel est la position de la commune de Saint-Junien dans ce CA. Il rappelle aussi que le rayonnement de la Mégisserie va au delà du territoire de la CCPOL et que de ce fait, il n'est pas totalement anormal que des associations culturelles basées en dehors du territoire puissent prendre part au CA, bien qu'un équilibre doive être trouvé.

Clément Ladune répond que l'expression des élus du CA est assez claire au CA et qu'il pense que ce n'est pas le lieu ici de redonner son avis qu'il a donné là-bas... Il tient à rappeler l'importance de l'EPCC pour notre territoire. Il dit que le débat doit avoir lieu au CA sereinement et sans se déchirer pour éviter d'ajouter des difficultés à cet établissement. Il est prêt à discuter de sa position au sein du CA, mais pas lors de ce conseil municipal.

Christophe Wacheux prend alors la parole pour indiquer qu'il se sent « pris en otage » par ce débat qui n'a, selon lui, rien à faire ici. *(Note du rédacteur : ce n'est pas parce qu'il n'est pas intéressé par le positionnement des élus Saint-Juniauds au CA de la Mégisserie que c'est le cas pour les autres.)* Bernard Beaubreuil dit également que c'est un sujet qui concerne le CA de la Mégisserie, et les élus qui y sont.

Pour terminer cette réunion, Nadège Coucaud relance un appel aux élus disponible mardi 28 juin pour accompagner la sortie de fin de cycle des CM2.

L'ordre du jour étant épuisé, Pierre Allard annonce la clôture de la séance à 19:46.



Rassemblement autour d'un projet écologique, social et démocratique

- [Accueil – Actualités](#)
 - [Actualités](#)
 - [Vie du groupe](#)
 - [Calendrier](#)
- [Vie des Conseils](#)
 - [Comptes-rendus](#)
 - [Commissions municipales](#)
 - [Communauté de Communes POL](#)
 - [Commissions municipales 2020-2026](#)
 - [Commissions POL 2020-2026](#)
- [Élections municipales 2026](#)
 - [Notre programme](#)
 - [Nos candidats](#)
 - [Nos réunions publiques](#)
 - [Nos tracts et affiches](#)
 - [Nos vidéos](#)
- [Projets et Références](#)
- [Réflexions](#)
- [Le Jugement Majoritaire](#)
- [Contactez-nous !](#)
- [Recherche](#)
- [Connexion](#)

[Réunion du Conseil Municipal du 30](#)

mai 2022

écrit par Piel Jean-Sébastien (Jayce) | 4 juillet 2022



Réunion du Conseil Municipal dans la salle du conseil de la Mairie...

Le 30 mai 2022 s'est tenue une réunion du Conseil Municipal. Voici un résumé de ce qui a été dit et décidé.

Yoann Balestrat était absent, représenté par Frédéric Dauvergne.

Michèle Brenac était absente, représentée par Julia Sebbah.

Anne-Sophie Chazelle était absente, représentée par Jean-Sébastien Piel.

Béatrice Compère était absente, représentée par Lucien Coindeau.

Nadège Coucaud était absente, représentée par Hervé Beudet.

Laure Murat était absente, représentée par Éliane Croci.

Didier Roy était absent, représenté par Philippe Gandois.

Christelle Simonneau est arrivée à 18:42.

- [Pour le consommateur :](#)
 - [Pour l'économie locale :](#)
 - [Pour la protection de l'environnement :](#)
 - [Comment faire ?](#)
-

Début de la séance à 18h30.

Le PV de la séance du 31 mars est en ligne sur le [site de la Mairie](#) (version corrigée mise à jour le 30 mai...). N'oubliez pas de lire notre propre compte rendus pour avoir plus de détails ([Réunion du Conseil Municipal du 31 mars 2022](#)).

Ayant envoyé nos remarques et corrections en amont, les PVs sont adoptés à l'unanimité.

Adhésion de la ville de Saint-Junien à l'Association Nationale des Elus en charge du Sport

Il nous est proposé de valider l'adhésion de la ville de Saint-Junien à l'ANDES pour un montant de 239€ annuel (prix pour les communes de 5000 à 19999 habitants).

Regroupant Maires et/ou élus en charge des sports de l'hexagone et d'Outremer, ayant reçu délégation de leur conseil municipal, l'ANDES est un vecteur d'échanges privilégiés sur les politiques sportives des villes et permet d'accompagner, au quotidien, les élus locaux grâce à ses réseaux d'experts et ses relais de terrain. Par ces échanges, structurés sur des outils dédiés et accessibles sur son site internet, ses adhérents bénéficient ainsi d'un partage enrichissant d'expériences, de conseils et de bonnes pratiques, à échelle nationale.

M. Gandois serait le représentant de la commune.

Voté à l'unanimité.

Approbation du rapport de la commission locale des charges transférées (CLECT) du 14 mars 2022

Il nous est proposé de valider le rapport de la CLECT qui propose d'intégrer les charges liées à l'accompagnement des actions d'insertion professionnelles des jeunes.

[CM-20220530-1](#)

Voté à l'unanimité.

Approbation des Attribution de Compensation Année 2022

Il nous est proposé de valider l'attribution des compensations pour l'année 2022 telles que présentées dans le tableau ci-dessous :

[CM-20220530-2](#)

Voté à l'unanimité.

Contrat territorial lecture

Il nous est proposé de valider le projet de convention cadre du contrat de territoire lecture 2022-2024.

La Ville de Saint-Junien a fait de l'accès au livre et à la lecture publique l'une de ses priorités culturelles. Elle s'appuie en particulier sur une médiathèque municipale dont les services et les collections sont en constante évolution pour les adapter aux attentes des usagers et aussi pour reconquérir un public éloigné par le COVID.

Afin d'accompagner et de compléter ces évolutions, un premier contrat territoire lecture (CTL) a porté sur la période 2019-2022. Il a fondé et formalisé un partenariat apprécié sur trois ans entre l'Etat et les collectivités territoriales initiés dès 2010. Ce CTL était axé sur trois dynamiques de développement avec la mise en place d'actions centrées sur les bibliothèques et proposées en concertation par leurs agents. Ces actions ont permis à près de 2000 usagers de participer aux différentes séquences et animations, à 56 intervenants professionnels d'interagir avec les usagers et les équipes.

Aussi, ainsi que l'autorise le dispositif « contrat territoire lecture », il est proposé de reconduire pour trois ans supplémentaires le CTL autour d'un partenariat fort associant les communes d'Oradour-sur-Glane, de Rochechouart, de Saint-Junien et structuré autour des mêmes trois axes :

- *Axe 1 : Accompagner les publics*
- *Axe 2 : Partager les animations*
- *Axe 3 : Former les agents*

La ville de Saint-Junien, coordinatrice du CTL, sollicitera annuellement et pendant trois ans le concours financier de l'Etat pour la réalisation des actions définies dans le cadre du contrat territoire lecture.

CTL convention cadre 16 mai

M. le Maire précise que c'est la poursuite du contrat actuel et qu'on est limité en nombre de fois que l'on peut reconduire le contrat (1 seule reconduction selon Stéphanie Fourgeaud qui l'a précisé plus tard, sauf si on change le périmètre).

Je prends alors la parole :

*Monsieur le Maire, mes chers collègues,
Ce contrat cadre est une opportunité formidable pour faciliter la lecture sur notre commune par les différentes actions qu'il permet de réaliser grâce aux subventions qu'il apporte.
Sur notre territoire où est né un festival aussi important que Faites des Livres, dont le but premier est de combattre l'illettrisme, on ne peut que se réjouir de toute action allant dans ce sens.
La lecture, la culture et l'enfance sont des points clés pour l'avenir et cela doit rester pour tous, ici et ailleurs, une priorité.*

Pierre Allard prend alors la parole pour préciser que ce contrat Territoire Lecture est orienté vraiment sur les projets liés aux médiathèques et à la formation de leurs personnels, et pas tant aux associations, mais que les liens sont possibles à travers certaines animations. Cela a permis une approche différente de la lecture des jeunes qui fréquentent nos structures. Le projet a été perturbé par la période COVID et cela nous a empêché d'atteindre tous les objectifs fixés dans le contrat. L'idée est de poursuivre et amplifier ce partenariat. L'aide de l'État n'a pas été ciblée pour se permettre de moduler en fonction des actions réelles sans avoir à faire voter des avenants.

Voté à l'unanimité.

Cession – Lotissement communal du Bois au Bœuf – Parcelle cadastrée Section EV n° 209 – Consorts KATUMBA

Il est proposé de valider la cession de la dernière parcelle du lotissement du Bois au Boeuf. Cette parcelle EV209 (lot numéro 6) de 1206m² serait vendue au prix fixé préalablement à 20€ TTC le m² à M. et

Mme Katumba.

(Note du rédacteur : Cela devrait donc être le dernier et il doit correspondre à celui dont les acquéreurs n'avaient pas eu leur prêt.)

Voté à l'unanimité.

Création d'un comité social territorial et instauration d'une formation spécialisée

Le Comité Social Territorial (équivalent du CSE dans les entreprises et associations) doit remplacer le Comité Technique et le CHSCT lors des prochaines élections professionnelles en fin d'année. Il nous est donc proposé de valider sa création selon les termes définis ci-dessous :

[CM-20220530-3](#)

Voté à l'unanimité.

Demande de subventions au Département dans le cadre des aides aux communes 2022

M. le Président du Conseil départemental de la Haute Vienne a fait connaître, par courrier du 22 mars 2022, que la programmation des aides aux communes et des grosses réparations sur les voies communales (GRVC) pouvait être complétée par la prise en compte de nouvelles opérations. Celles-ci peuvent concerner des travaux d'assainissement, de réhabilitation ou de construction de bâtiments, de sécurité en matière de voirie, d'éclairage public, etc.

Il est donc proposé de valider les demandes de subventions suivantes (détaillées dans le document joint) :

- Confort thermique de l'hôtel de Ville (*Note du rédacteur : il me semblait, pendant la campagne électorale il y a 2 ans, qu'on nous avait répondu que tous les bâtiments communaux étaient très bien isolés... Ce n'était apparemment pas le cas.*)
- Rétrofit (ou relamping) éclairage gymnase des Charmilles et Palais des sports
- Travaux de réfection des revêtements de trottoirs
- Réfection d'ouvrage d'art
- Extension du réseau de mobilité douce

[CM-20220530-4](#)

Philippe Gandois précise que seule la part Départementale est indiquée dans le total des financements publics des travaux de relamping, alors qu'il y a aussi une subvention de la Région sur une partie de ces travaux.

Nathalie Tarnaud demande ensuite s'il serait possible d'installer des

panneaux photovoltaïques sur les toits des installations sportives. Pierre Allard rappelle que sur le Palais des sports, il y a une membrane photovoltaïque qui couvre la totalité de la toiture, que cela équivaut à des panneaux et que l'on ne peut en installer d'autres. Sur les autres structures, ce n'est pas forcément faisable à cause du poids des panneaux. Pour la plupart des autres structures sportives, des panneaux solaires permettent le chauffage de l'eau sanitaire. Ils précisent que lorsque les toitures des bâtiments municipaux doivent être refaites, une étude est faite pour savoir s'il est possible de profiter de la rénovation pour mettre une membrane ou des panneaux.

Voté à l'unanimité.

Effacement de dettes/ Budget Général

Il nous est proposé de valider l'effacement des dettes (pour un montant total de 7446,20€) telles que décrites dans le tableau ci-joint :

[CM-20220530-5](#)

Voté à l'unanimité.

Constitution de provisions suite à l'ouverture de contentieux / Budget Général

Il nous est proposé de valider la constitution de provisions suite à l'ouverture de contentieux (au moins 4 contentieux pour un montant total de 17500 €).

Frédéric a demandé des précisions sur les contentieux en question.

La requête déposée par le Crématorium Arédien (de Saint-Yriex-la-Perche) concerne la délibération sur la création d'un crématorium à St-Junien qui leur porterait préjudice en leur faisant de la concurrence.

Les requêtes déposés par les Consorts Danès concernent une contestation d'un permis de construire (concernant Le Corot).

Les requêtes déposées par la SCI Louis Patrimoine et SCI Brico Services concernent le conflit avec Leclerc pour son Leclerc Bricolage, et là encore, le permis de construire est remis en question.

Voté à l'unanimité.

Signature d'une convention de PUP (Projet Urbain Partenarial) pour la viabilisation du terrain appartenant à Mesdames VERGER et BONIN, sis au lieu-dit Le Bouchet et cadastré section ET n°60 et ET 61

Pour reprendre une explication donnée lors d'un précédent conseil :

lorsqu'il y a plusieurs parcelles devant être raccordées aux réseaux et appartenant au même propriétaire, comme c'est le cas pour un lotissement par exemple, il y a deux solutions pour le financement des raccordements (eau et électricité). Soit la commune finance les travaux de raccordement et se fait rembourser au fur et à mesure de la vente des parcelles (ce qui peut être risqué si les ventes ne se font pas), soit le propriétaire finance les travaux et la commune peut alors exonérer de taxe d'aménagement (la part communale) pendant 2 ans. Il est donc souvent plus sage pour les communes de recourir à la signature d'un PUP.

[CM-20220530-6](#)

Voté à l'unanimité.

Délibération de principe autorisant le recrutement d'agents contractuels de remplacement (en application de l'article 1.332-13 du code général de la fonction publique)

Il nous est proposé d'autoriser le Maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article L.332-13 du code général de la fonction publique pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles.

On peut s'interroger sur la formulation de la délibération où il est question à la fois de remplacement et de surcroît de travail. Cette délibération est une délibération de principe et les recrutements contractuels dans la fonction publique territoriale ne peuvent être validés qu'en cas de surcroît de travail. La délibération, formulée ainsi, prend acte du principe qu'il y a une différence entre accroissement et surcroît qui sous-entend que le remplacement est obligatoire et que le service ne peut pas se réorganiser en attendant le retour de l'agent.

Voté à l'unanimité.

Tableau des emplois au 1er juillet 2022

Il nous est proposé de valider le tableau des emplois ci-dessous, tenant compte des propositions d'avancement de grade.

[CM-20220530-7](#)

Voté à l'unanimité.

Tarifs de la taxe Locale sur la publicité extérieure

Il nous est proposé de retenir les tarifs proposés dans le tableau ci-joint, soit une augmentation des tarifs dans la limite des tarifs maximum autorisés par rapport à l'année précédente.

[CM-20220530-8](#)

Voté à l'unanimité.

Travaux de grosses réparations de voirie – Ajustement du seuil de commandes annuelles de l'accord-cadre

Il nous est proposé d'approuver l'ajustement du seuil maximum de commandes annuels de l'accord cadre lié aux travaux de grosses réparations de voirie (lot unique).

[CM-20220530-9](#)

Voté à l'unanimité.

Vente de ferraille sur les sites de la commune

Il nous est proposé de valider la vente de ferraille à l'entreprise Henault, pour le tarif ci-dessous :

LIBELLE	PRIX UNITAIRE/TONNE
Ferrailles mêlées	130 €
	150 €
	210 €
Fonte	190 €
Zinc	1 650 €

Le poids total n'est pas indiqué car il ne sera connu qu'au moment de la vente effective.

Voté à l'unanimité

Remerciements

Remerciements envoyés à la Mairie :

- **L'Association Amis des Mots** remercie la municipalité pour le prêt de la salle Laurentine Teillet.
- **L'Association Prévention MAIF 87** remercie la municipalité pour le prêt d'une salle à l'occasion du « Rallye Piéton ».
- **L'ASSJ Judo Club** remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention.
- **L'Atelier Théâtre Garance** remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention.
- **France Victimes 87** remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention.
- **Le planning familial 87** remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention.
- **Les pupilles de l'enseignement public 87** remercie la municipalité

pour l'attribution d'une subvention.

- **Mutualité Française** remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention.
- **Secours Catholique** remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention.
- **UNA Ouest 87** remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention.

Décisions du Maire

Vous trouverez ci-dessous l'ensemble des décisions prises par le Maire sans avis du Conseil Municipal (conformément aux délégations votées).

[Decisions-20220530](#)

Questions Diverses

Pas de question diverses.

L'ordre du jour étant épuisé, Pierre Allard annonce la clôture de la séance à 19:19.



Rassemblement autour d'un projet écologique, social et démocratique

- [Accueil – Actualités](#)
 - [Actualités](#)
 - [Vie du groupe](#)
 - [Calendrier](#)
- [Vie des Conseils](#)
 - [Comptes-rendus](#)
 - [Commissions municipales](#)
 - [Communauté de Communes POL](#)
 - [Commissions municipales 2020-2026](#)
 - [Commissions POL 2020-2026](#)
- [Élections municipales 2026](#)

- [Notre programme](#)
- [Nos candidats](#)
- [Nos réunions publiques](#)
- [Nos tracts et affiches](#)
- [Nos vidéos](#)
- [Projets et Références](#)
- [Réflexions](#)
- [Le Jugement Majoritaire](#)
- [Contactez-nous !](#)
- [Recherche](#)
- [Connexion](#)

[Comptes de campagne : Énergie Citoyenne tient parole !](#)

écrit par Piel Jean-Sébastien (Jayce) | 4 juillet 2022



Marie-Olivette, Frédéric, Line et François

Lors des élections départementales, l'an passé, les candidats « Énergie citoyenne » – Line Coltel, Frédéric Dauvergne, Marie-Olivette Souchet et François Allix – avaient pris l'engagement de **rendre publics leurs comptes de campagne**, dans une optique de transparence démocratique.

Aujourd'hui, c'est avec plaisir que nous vous informons que la Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques (CNCCFP) vient tout récemment de **valider sans aucune réserve** les comptes de campagne de notre quatuor. Vous trouverez ci-dessous tous les éléments (recettes et dépenses). Nous n'avons rien à cacher !

RECETTES		DÉPENSES	
Apports personnels des candidats (versements)	8778 €	Impression du programme et des tracts (hors propagande officielle : bulletins, professions de foi et grandes affiches) et photographies	3507 €
		Graphisme	3102 €
		Distribution du programme par La Poste	1635 €
		Honoraires expert-comptable	300 €
		Frais bancaires (tenue du compte)	6 €
TOTAL RECETTES	8778 €	TOTAL DÉPENSES	8550 €

Bien sûr, nous le savons, **une telle initiative agace les professionnels de la politique** parce que cela bouleverse leurs habitudes et remet en cause leurs pratiques. Nous avons d'ailleurs déjà essuyé leurs critiques en dévoilant le contenu des comptes de campagne de notre liste aux dernières élections municipales ([voir *Transparence politique : Énergie citoyenne tient son engagement !*](#)). Mais de quoi ont-ils peur ?

Notre démarche, qui répond aux recommandations formulées par les associations de **lutte contre la corruption**, n'a qu'un seul et unique but : rétablir la confiance dans nos responsables politiques. Et il y a malheureusement encore du travail...



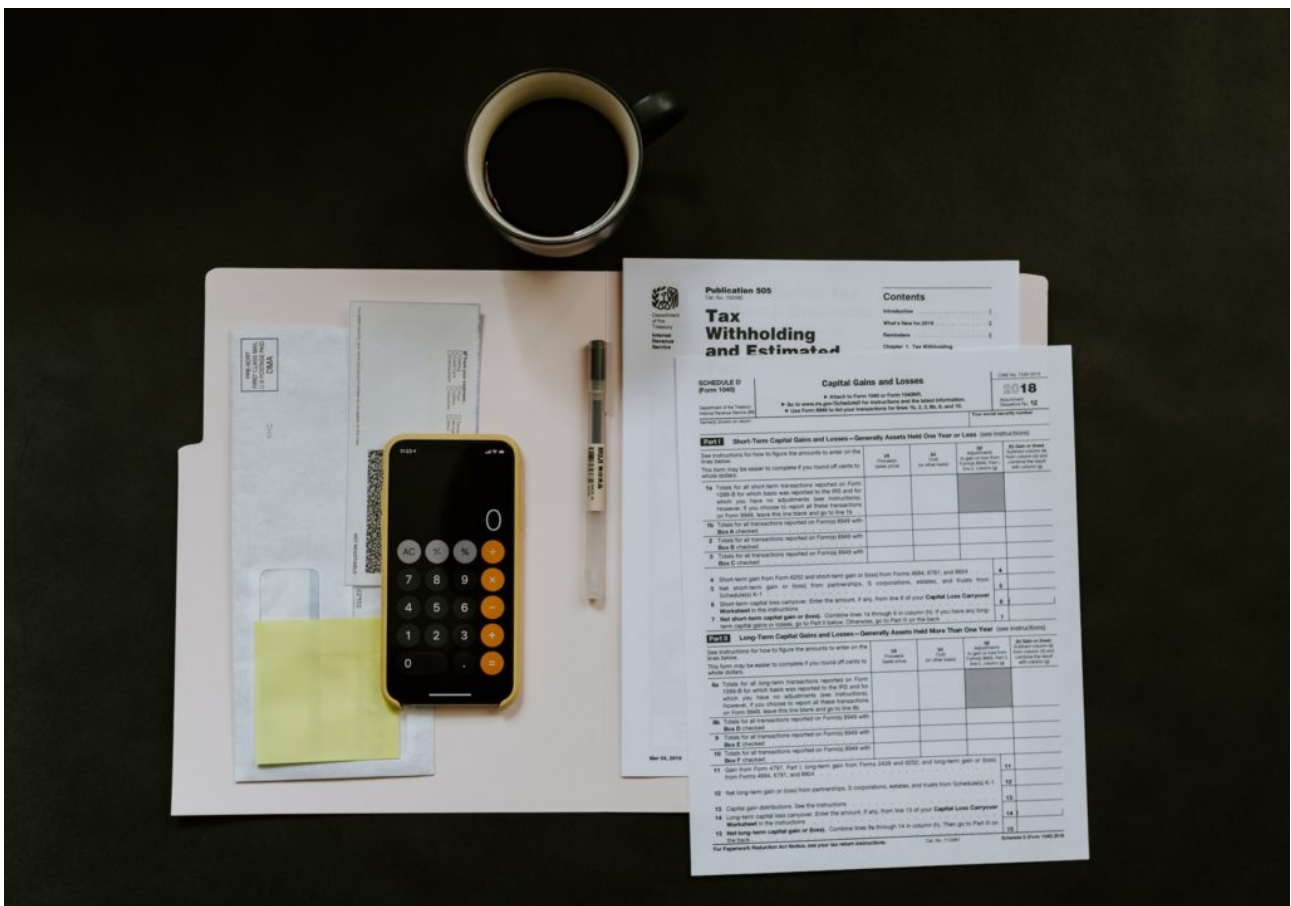
Rassemblement autour d'un projet écologique, social et démocratique

- [Accueil – Actualités](#)
 - [Actualités](#)
 - [Vie du groupe](#)
 - [Calendrier](#)

- [Vie des Conseils](#)
 - [Comptes-rendus](#)
 - [Commissions municipales](#)
 - [Communauté de Communes POL](#)
 - [Commissions municipales 2020-2026](#)
 - [Commissions POL 2020-2026](#)
- [Élections municipales 2026](#)
 - [Notre programme](#)
 - [Nos candidats](#)
 - [Nos réunions publiques](#)
 - [Nos tracts et affiches](#)
 - [Nos vidéos](#)
- [Projets et Références](#)
- [Réflexions](#)
- [Le Jugement Majoritaire](#)
- [Contactez-nous !](#)
- [Recherche](#)
- [Connexion](#)

Réunion du Conseil Municipal du 31 mars 2022

écrit par Piel Jean-Sébastien (Jayce) | 4 juillet 2022



Le 31 mars 2022 s'est tenue une réunion du Conseil Municipal, enfin dans la salle du Conseil Municipal. Voici un résumé de ce qui a été dit et décidé.

Mireille Chabaud était absente, représentée par Julia Sebbah.

Nadège Coucaud était absente, représentée par Hervé Beudet.

Noël Laurencier était absent, représenté par Pierre Allard.

Didier Lekiefs était absent, représenté par Christophe Wacheux.

Stéphanie Tricard était absente, représentée par Bernard Beaubreuil.

Laure Murat est arrivée à 18:36.

- [Pour le consommateur :](#)
- [Pour l'économie locale :](#)
- [Pour la protection de l'environnement :](#)
- [Comment faire ?](#)

Début de la séance à 18h30.

Pierre Allard accueille le Trésorier, M. Goldschmit qui restera jusqu'au vote des comptes administratifs. Il précise ensuite qu'une nouvelle délibération a été ajoutée à l'ordre du jour. Les PVs des séances du 3 février et du 3 mars sont en ligne sur le [site de la Mairie](#). Les enregistrements audio du conseil ne seront plus mis en ligne et ne feront plus office de PV puisque des retranscriptions écrites sont désormais publiées. N'oubliez pas de lire nos propres comptes rendus pour avoir plus de détails ([Réunion du Conseil Municipal du 3 février 2022](#) et [Réunion du Conseil Municipal du 3 mars 2022](#)).

Ayant envoyé nos remarques et corrections en amont, les PVs sont adoptés à l'unanimité.

Compte administratif et Compte de Gestion

(Note du rédacteur : Les comptes administratifs présentés ci-dessous par la mairie reflètent l'exécution budgétaire de l'exercice 2021. Les comptes de gestion sont eux le reflet de la comptabilité tenue par le comptable. Il n'est pas ici question de discuter et juger l'opportunité de la dépense, il s'agit simplement de s'assurer si les comptes du

comptable public sont en concordance avec ceux de la mairie. Il est à noter que pour le vote des comptes administratifs, le Maire doit se retirer et la présidence est assurée par le doyen, en l'occurrence la doyenne : Mme Brenac. Vous pouvez consulter le document de [présentation des comptes administratifs 2021](#) qui nous a été remis pour expliquer ces différents rapports. Les rapports détaillés pour chaque budget sont des documents officiels, leur mise à disposition du public en vertu de l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales s'effectue sur demande des personnes intéressées au siège de la commune, je ne mettrai ici donc que les délibérations.)

Budget Général – Exercice 2021

Pierre Allard résume le document de présentation ci-dessus.

Ci-joint les délibérations sur le vote des comptes administratifs et de l'affectation des résultats.

[CM-20220331-1](#)

M. Goldschmit prend la parole pour indiquer que le compte administratif est conforme au compte de gestion. Il remercie ensuite chaleureusement les équipes de la Municipalité avec qui ses propres équipes travaillent, notamment dans le cadre de la mise en place de la nouvelle instruction budgétaire M57. Il indique à ce titre que Saint-Junien est précurseuse car elle fait partie des premières communes (de cette taille) à avoir adopté la M57. Pierre Allard confirme par la suite que cela a demandé, et demande encore, un gros travail de la part des équipes.

Comptes administratifs votés à l'unanimité. Affectation des résultats votés à l'unanimité.

Budget Camping – Exercice 2021

Ci-joint les délibérations sur le vote des comptes administratifs et de l'affectation des résultats.

[CM-20220331-2](#)

M. Goldschmit prend la parole pour indiquer que le compte administratif est conforme au compte de gestion.

Comptes administratifs votés à l'unanimité. Affectation des résultats votés à l'unanimité.

Budget Lotissement – Exercice 2021

Ci-joint les délibérations sur le vote des comptes administratifs et de l'affectation des résultats.

[CM-20220331-3](#)

M. Goldschmit prend la parole pour indiquer que le compte administratif est conforme au compte de gestion.

Comptes administratifs votés à l'unanimité. Affectation des résultats votés à l'unanimité.

Budget pompes funèbres – Exercice 2021

Ci-joint les délibérations sur le vote des comptes administratifs et de l'affectation des résultats.

[CM-20220331-4](#)

M. Goldschmit prend la parole pour indiquer que le compte administratif est conforme au compte de gestion.

Comptes administratifs votés à l'unanimité. Affectation des résultats votés à l'unanimité.

Budget Photovoltaïque – Exercice 2021

Ci-joint les délibérations sur le vote des comptes administratifs et de l'affectation des résultats.

[CM-20220331-5](#)

Pierre Allard précise qu'aucune recette n'a été encaissée en 2021 car le virement n'a pas été reçu sur l'année 2021. Ce sera donc inscrit au budget 2022. M. Allard confirme que la vente d'électricité a bien été réalisée, au même titre que les autres années.

M. Goldschmit prend la parole pour indiquer que le compte administratif est conforme au compte de gestion.

Comptes administratifs votés à l'unanimité. Affectation des résultats votés à l'unanimité.

Le Trésorier est libéré et quitte la séance.

Fixation des taux d'imposition / Exercice 2022

La part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties regroupe maintenant l'ancienne part communale (28,53% en 2021) et l'ancienne part départementale (18,96% en 2021). Pour 2022, il est proposé de ne pas changer ces taux, la part communale reste donc à 47,49%. La part communale sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties resterait, elle, à 85,09%

Voté à l'unanimité.

Budget Primitif 2022

Voici un récapitulatif des budgets primitifs pour 2022 : [CM-20220331-6](#)

Pierre Allard prend la parole avant le vote du budget. Il salue le travail des commissions municipales pour préparer ce budget et notamment celui de la commission des finances, dans ce contexte difficile, les incertitudes liées à la crise en Ukraine et les prix de l'énergie. Il salue également le travail effectué par les services de la mairie pour affiner ces budgets en essayant de maintenir la qualité des services publics avec une meilleure utilisation des moyens. Le passage à la M57 demande un travail particulier. Il estime qu'ils peuvent avoir une légitime fierté vis à vis de leurs engagements de campagne (mise en place de l'UCPA, maintien du soutien aux associations, le potager municipal, lutte contre le réchauffement climatique, plantation d'arbres en offrant des arbres fruitiers locaux aux nouveaux acquéreurs). Il rappelle ensuite qu'il ne faut pas oublier les nuages noirs qui s'amoncellent, liés principalement à la guerre, au risque de pénurie sur les denrées alimentaires et à la hausse des prix de l'énergie. La hausse de l'électricité devrait coûter entre 300 et 400 mille euros, il y a aussi des incertitudes sur la hausse du prix du gaz qui devrait se situer aux alentours de 80%, sans parler des carburants. Le recours à l'emprunt n'est donc pas une solution. La fin du quoi-qu'il-en-coûte ne concerne pas vraiment les collectivités locales qui n'en ont que peu bénéficié. Il indique par contre que l'État a validé une hausse de 3,4% des bases imposables des valeurs locatives, ce qui augmentera les impôts fonciers y compris dans les communes comme Saint-Junien qui peuvent encore se permettre de ne pas augmenter leur part. Il indique que certaines communes alentours ont dû fermer des services à cause de la hausse du prix de l'énergie. Il rappelle en guise d'exemple que la hausse du coût de l'énergie fait passer la facture électricité du département pour les collèges de 1,7 millions d'euros à 5,3 millions. Au niveau de la région pour les lycées, c'est une facture augmentée de 7 millions d'euros juste pour l'électricité.

Il résume ensuite le document de [Présentation – Rapport – budgets 2022](#).

Intervention de Frédéric Dauvergne :

Monsieur le Maire, mes chers collègues.

S'il est un moment important dans le rôle d'un élu, c'est bien évidemment celui de voter le budget. C'est un acte fort pour inscrire à la fois une volonté et des choix politiques. Le vote du budget est un acte politique fort fondé sur des choix décisifs pour notre collectivité.

Il n'est pas question pour notre groupe « Energie citoyenne » de remettre en cause le travail sérieux et rigoureux des commissions. Il n'est pas question non plus pour notre groupe de s'affranchir de nos responsabilités au sein de ces commissions et au sein du conseil municipal. Enfin, il n'est pas question pour notre groupe de réfuter le contexte actuel, qu'il soit économique, sanitaire ou lié plus récemment à la guerre en Ukraine avec les conséquences dramatiques que l'on connaît ; l'impact est d'ores et déjà mesurable sur les finances de notre commune.

Il est toujours utile de vous rappeler : notre groupe est une force de proposition et ne situe toujours pas dans l'opposition :

- Oui nous sommes une force de proposition, chaque fois que nous nous opposons à l'un de vos projets, nous le controns non pas par posture idéologique, mais simplement en plaçant l'intérêt général au cœur de nos préoccupations. D'ailleurs, à chacun de vos projets auxquels nous nous opposons, nous mettons en face une solution alternative.*

Néanmoins, des débats tenus au sein des conseils municipaux de l'année écoulée, je retiens que votre écoute n'est pas toujours à la hauteur de nos attentes, et même, j'entends encore vos propos raisonner quand vous dites que notre groupe reste campé sur des postures idéologiques et fait preuve d'absence de pragmatisme.

- Non, notre groupe n'est pas dans l'opposition, nous continuerons, projet par projet, à défendre des choix politiques qui s'inscrivent autour de nos valeurs, démocratie, solidarité et écologie, et en accord avec les idées que nous avons défendues devant nos concitoyens. Quand un projet que vous portez est jugé bon par notre groupe, nous le votons sans hésitation.*

Oui, nous voulons stopper l'artificialisation des sols, l'extension urbaine irraisonnée de notre territoire, qui induit des investissements et des coûts supplémentaires pour notre collectivité.

Oui, nous voulons une autre approche environnementale, plus verte, plus soucieuse de la préservation de nos espaces naturels, avec le développement des mobilités douces, la végétalisation des espaces, l'écotourisme... et il y a tant de

domaines dans lesquels notre commune accuse du retard.

Oui, nous voulons plus de solidarité, de justice sociale, et d'ailleurs nous nous félicitons de la prise en compte de notre proposition concernant les tarifs des transports scolaires.

Oui, nous voulons plus de démocratie, associer la population aux décisions. Il n'est pas ici question de remettre en cause la légitimité de vos choix mais simplement d'en discuter avec nos concitoyens.

Les budgets que vous nous présentez répondent à des orientations qui vont aussi dans le bon sens et à ce titre, je n'ai pas manqué de vous souligner mes points de satisfaction en commission des finances, mais le vote du budget répond à un choix binaire, oui ou non on l'approuve.

Fort de ce constat, le groupe Energie citoyenne votera contre le budget principal mais aussi également contre les budgets annexes.

Le Maire répond ensuite à Frédéric de manière apaisée et bienveillante. Il commence par rappeler que la légitimité de ces choix est en fait la légitimité des choix de son groupe, et pas seulement de lui. Il constate que les discussions sont les mêmes à chaque fois sur ce type de délibération. Il rappelle que les discussions sont ouvertes en commissions et que leurs choix sont basés sur leurs engagements et que si nous avons été à leur place, nous aurions certainement donné la priorité à nos engagements plutôt qu'à leurs propositions. Il confirme que certaines de nos propositions rejoignent certaines des leurs et que l'important est de trouver des compromis lorsque c'est possible, qu'on ne peut pas être d'accord sur tout, mais qu'un certain nombre d'éléments permettent de montrer que certaines réalisations se rapprochent assez. Il précise qu'il y a des réalités quand on est en gestion qui doivent être prises en compte et que les collectivités n'ont plus les marges de manoeuvre financières aujourd'hui qu'elles avaient avant. Il insiste sur le fait qu'un des axes de développement de la ville est le logement individuel et qu'il ne pense pas logique que l'on penche vers le zéro-artificialisation des sols même s'il faut la réduire et qu'il y a de nouveaux concepts à développer sur le sujet. Il termine en disant qu'on a toute légitimité de porter nos requêtes, et qu'ils nous ont écoutés puisque l'on va pouvoir voter les subventions aux associations à part du budget.

Budget Communal

Voté à la majorité, les 6 élus de notre groupe votant contre.

Budget Camping

Voté à la majorité, les 6 élus de notre groupe votant contre.

Budget lotissements communaux

Voté à la majorité, les 6 élus de notre groupe votant contre.

Pompes Funèbres

Voté à la majorité, les 6 élus de notre groupe votant contre.

Suite au vote, Pierre Allard nous demande pourquoi nous ne votons pas le budget Pompes Funèbres.

Yoann répond que l'on pourrait par exemple réaliser des investissements dans notre cimetière (qui seraient alors dans le budget général), mais qui créeraient des prestations nouvelles qui seraient, elles, visibles dans le budget Pompes Funèbres, ou alors avoir une politique tarifaire différente.

M. le Maire nous invite alors à faire des propositions dans les commissions. Yoann rappelle que nous sommes force de proposition et que nous avons déjà fait des propositions sur des sujets sur lesquels la majorité est favorable mais qui ne sont jamais traitées en commission et qu'il est difficile de faire entendre sa voix sur des sujets plus sensibles quand les projets validés ont dû mal à être pris en compte.

Energie photovoltaïque

Voté à la majorité, les 6 élus de notre groupe votant contre.

Vote subventions 2022

Il nous est proposé de voter les subventions à part du budget.

Le Maire précise que tous les membres de l'assemblée qui sont membres du bureau d'une des associations ne devront pas prendre part au vote.

Philippe Gandois souhaite que l'on puisse remercier de manière appuyée les associations qui ont accepté de baisser ou annuler leur demande de subvention cette année.

Je prends ensuite la parole :

Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Notre groupe se réjouit de la possibilité de voter les subventions à part du budget, ce qui nous permet d'affirmer notre soutien aux associations malgré nos désaccords éventuels sur d'autres points du Budget. Cela permettra d'éviter des couacs stériles...

Nous allons donc bien sûr voter pour l'ensemble de ces subventions, mais je voulais formuler ici une réserve et demander quelques précisions.

La réserve est au niveau des subventions aux coopératives scolaires, et plus précisément à leur légalité. J'avais déjà soulevé le problème, en décembre 2020. Il n'est pas question ici de remettre en cause le besoin des coopératives scolaires, ni l'envie de tous les membres de cette assemblée de leur accorder des subventions. Mais comme la fois précédente, je souhaite attirer votre attention sur le risque d'insécurité juridique, que ces subventions soient considérées comme des subventions annuelles de fonctionnement, ce que nous n'avons pas le droit de faire. Si c'est effectivement des subventions sur projets, comme la loi nous l'impose, n'y-a-t'il pas un risque de constater que les écoles comparables ont un montant comparable et que chaque année c'est le même montant ?

Ensuite, concernant les autres subventions, marquées dans le tableau dans la colonne « subventions exceptionnelles versées uniquement après accord du Cabinet du Maire », nous souhaiterions avoir quelques précisions. À quoi correspondent-elles ? Sont-elles liées à des projets ? Si oui, pourrait-on avoir quelques détails sur ces projets ?

Merci de votre attention.

Pierre Allard répond que quand ils disent « après accord du cabinet du Maire », cela signifie que l'accord est donné pour être présenté en conseil municipal, après étude du dossier par le cabinet. Stéphanie Fourgeaud précise aussi que le cabinet vérifie que la manifestation a eu lieu également, avant de verser les fonds. Le Maire précise ensuite que pour les subventions aux coopératives scolaires, ils ont demandé à la chambre régionale des comptes qui a approuvé ce mode de fonctionnement.

Hervé Beaudet dit que comme les coopératives sont constituées en associations loi 1901, il n'y a aucun souci pour les subventionner comme on veut. Stéphanie Fourgeaud lui répond qu'elles ne le sont pas toutes. Je précise alors que de plus, nous n'avons normalement pas le droit de

les subventionner en fonctionnement, l'esprit de la loi étant que les coopératives scolaires ne doivent gérer que des projets et que si on subventionne leur fonctionnement, on devrait gérer cela plutôt dans le budget. Je conclus en disant que si la chambre régionale des comptes n'a rien trouvé à dire, tant mieux et que cela clôt le sujet.

[CM-20220331-7](#)

Voté à l'unanimité des votants (8 élus présents ou représentés ne prenant pas part au vote : Laurence Chazelas, Didier Lekiefs, Nadège Coucaud, Didier Roy, Michèle Brenac, Frédéric Dauvergne, Lucien Coindeau, Julia Sebbah)

Approbation du Règlement budgétaire financier

Dans le cadre de l'adoption de l'instruction budgétaire M57, il est nécessaire de mettre en place un règlement budgétaire financier (ci-joint). Ce règlement sera affiné au fur et à mesure.

Mis à part une coquille que Clémence signale (conseil communautaire au lieu de conseil municipal), rien d'anormal n'est noté dans ce règlement.

[CM-20220331-8](#)

Règlement Budgétaire 2022

Voté à l'unanimité.

CCAS – Versement de la subvention

Il est proposé de valider le versement en 3 fois de la subvention au CCAS, 51254€ en avril 2002, 51254 € en juillet 2022 et 51255 € en décembre 2022.

Voté à l'unanimité.

Cession – Parcelle EV 211 – Lotissement Bois au Boeuf – Consorts Durand

Il est proposé de valider la cession de la dernière parcelle du lotissement du Bois au Boeuf. Cette parcelle EV211 (lot numéro 2) de 1546m² serait vendue au prix fixé préalablement à 20€ TTC à M. et Mme Durand.

Nathalie Tarnaud prend la parole pour demander, puisque cette vente semble être la dernière du lotissement, si d'autres projets de lotissements sont prévus...

Le Maire répond que ce ne sera finalement probablement pas le dernier car la vente votée précédemment pourrait finalement ne pas se réaliser, l'acheteur n'ayant peut-être pas l'accord de prêt. Il indique ensuite

qu'il n'y a pas dans l'immédiat de projet de lotissement communal, et que de toute façon, vu les incertitudes budgétaires auxquelles nous faisons face en ce moment, il serait difficile de les financer. Mais cela n'empêche pas les lotisseurs privés, la commune ou d'autres de vendre des terrains.

Voté à l'unanimité.

Acquisition d'un équipement sportif « Pumptrack » – Demande de subvention au Département de la Haute-Vienne au titre des Contrats Territoriaux Départementaux 2022

Il est prévu de rénover le SkateParc du parc Bellevue de Glane avec une nouvelle structure de type « Pumptrack » qui s'adresserait aussi bien aux vélos qu'aux skates, rollers et trotinettes. Le coût de l'équipement s'élève à 47 737,50 € HT et la délibération porte sur une demande de subvention de 30% au Conseil Départemental (soit 14 321 €).

Cette équipement est prévu pour être livré au mois de juin pour une mise en service avant le mois de juillet 2022.

Voté à l'unanimité.

Rénovation du sol et de l'éclairage sportif du Palais des Sports – Demande de subvention

La ville de Saint-Junien souhaite rénover le parquet de la grande salle du Palais des sports en raison de sa vétusté actuelle. D'une superficie de 1 050 m², la salle de compétition n'a pas été rénovée depuis plus de 10 ans et occasionne des désagréments pour les entraînements et les matchs de l'équipe féminine de handball qui évolue en 2eme division. Dans un contexte général d'augmentation des charges courantes, la ville souhaite également procéder au renouvellement de l'éclairage sportif afin de réduire la consommation électrique de cet équipement.

Ainsi, il est proposé de solliciter la région Nouvelle-Aquitaine dans le cadre du dossier de demande de subvention « construction ou rénovation d'équipements sportifs » pour un montant de 14 500 € correspondant à 20% du plan de financement global qui est de 72 635 € HT.

Philippe Gandois précise que le changement ne profitera pas seulement à l'équipe féminine de handball qui évolue en D2, mais aussi à toutes les équipes, et aux scolaires. Il n'y aura également plus de résine lors des matchs. Bernard Beaubreuil précise que cette rénovation est une obligation et non un simple souhait de la municipalité.

Voté à l'unanimité.

Création d'un groupement de commandes – Vérification périodique des alarmes incendie et alarmes anti-intrusion

[CM-20220331-9](#)

Voté à l'unanimité.

Création d'un groupement de commandes – Entretien et maintenance des installations thermiques des divers bâtiments

[CM-20220331-10](#)

Voté à l'unanimité.

Mise en place du dispositif de signalement

Délibération autorisant le Maire à signer une convention avec le CDG87 pour la mise en place du dispositif de signalement des actes d'atteintes volontaires d'intégrité physique, de violence, de menaces ou d'intimidation, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

[CM-20220331-11](#)

Voté à l'unanimité.

Signature d'une convention de PUP (Projet Urbain Partenarial) pour la viabilisation du terrain appartenant aux conjoints BILAN représenté par BILAN Patrick, sis Château Gaillard et cadastré section EH 1p et EH 2p

Pour reprendre une explication donnée lors d'un précédent conseil : lorsqu'il y a plusieurs parcelles devant être raccordées aux réseaux et appartenant au même propriétaire, comme c'est le cas pour un lotissement par exemple, il y a deux solutions pour le financement des raccordements (eau et électricité). Soit la commune finance les travaux de raccordement, et se fait rembourser au fur et à mesure de la vente des parcelles (ce qui peut être risqué si les ventes ne se font pas). Soit le propriétaire finance les travaux et la commune peut alors exonérer de taxe d'aménagement (la part communale) pendant 2 ans. Il est donc souvent plus sage pour les communes de recourir à la signature d'un PUP.

[CM-20220331-12](#)

Voté à l'unanimité.

Tableau des emplois – Commune – 1er avril 2022

[CM-20220331-13](#)

Voté à l'unanimité.

Convention de partenariat entre la commune de Saint-Junien et le CCAS de St-Junien – Création d'un pumptrack

Il est proposé de valider une convention avec le CCAS qui sera en charge de mettre en place le pumptrack au titre duquel il a été demandé une subvention (voir supra)

[CM-20220331-14](#)

Voté à l'unanimité.

Remerciements

Remerciements envoyés à la Mairie :

- **Monsieur CLAUDEL Bernard** remercie la municipalité pour l'accueil qui lui a été réservé pour son exposition à la salle Laurentine Teillet.
- **L'Orchestre municipal d'harmonie** remercie la municipalité pour le don de gel hydroalcoolique.
- **La société SAICAPack** remercie la municipalité pour le prêt de matériel.

Décisions du Maire

Vous trouverez ci-dessous l'ensemble des décisions prises par le Maire sans avis du Conseil Municipal (conformément aux délégations votées).

[Decisions-20220331](#)

Questions Diverses

Clément Ladune prend la parole pour annoncer que les élus communiste et la section du PC de Saint-Junien/Rochecouart organisent un dépôt de gerbe pour la paix et la solidarité internationale et la dignité humaine le mercredi 6 avril à 17:30 au monument pour la paix.

L'ordre du jour étant épuisé, Pierre Allard annonce la clôture de la séance à 20:06.

- [Conseil municipal du jeudi 9 avril 2026](#)
- [Conseil Municipal du 21 mars 2026](#)
- [Réunion du Conseil Municipal du 5 mars 2026](#)
- [Saint-Junien mérite un débat !](#)
- [Réunion du Conseil Communautaire POL du 29 janvier 2026](#)

Archives

Archives ▼

Méta

- [Connexion](#)
- [Flux des publications](#)
- [Flux des commentaires](#)
- [Site de WordPress-FR](#)

Rechercher

- [Politique de confidentialité](#)
- [Sitemap](#)

- [Facebook](#)
- [X](#)
- [RSS](#)